

## Thibaut LARROUTUROU

*Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*

*(Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne - ISJPS)*

*Membre associé au Centre de recherches critiques sur le droit (CERCRID)*

*Ancien référendaire à la Cour européenne des droits de l'homme*



## FORMATION UNIVERSITAIRE

---

- **Doctorat de droit public (2020)**, Université Jean Monnet Saint-Étienne  
*Thèse de doctorat soutenue publiquement le 4 décembre 2020 sur le sujet « Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité ». Le jury était composé de Baptiste BONNET (directeur), Laurence BURGORGUE-LARSEN (rapporteuse), Pascale DEUMIER, Mattias GUYOMAR, Dominique ROUSSEAU (président), Bernard STIRN, David SZYMCAK (rapporteur)*
- **Master 2 droit public fondamental (2012)**, Université Jean Monnet Saint-Étienne
- **Licence en droit (2010)**, Université Jean Monnet Saint-Étienne

## EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

---

### Expériences universitaires

- **Maître de conférences (années universitaires 2022-...)**, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- **Enseignant-chercheur contractuel (année universitaire 2021-2022)**, Université Grenoble Alpes
- **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (années universitaires 2015-2017)**, Université Jean Monnet Saint-Étienne
- **Doctorant contractuel en charge d'une mission d'enseignement (années universitaires 2012-2015)**, Université Jean Monnet Saint-Étienne

### Expériences juridictionnelles

- **Référendaire à la Cour européenne des droits de l'homme (janvier 2017-décembre 2020)**, Division française  
*Rédaction de projets d'arrêts et de décisions ; rédaction de notes de juge unique ; traitement des demandes de mesures provisoires*
- **Stagiaire au Conseil constitutionnel (mai-août 2016)**, Service de documentation  
*Recherche documentaire et juridique ; rédaction de notes de synthèse*
- **Stagiaire à la Cour de cassation (juillet-décembre 2015)**, Bureau du droit public et du droit constitutionnel (service de documentation, des études et du rapport)  
*Recherche documentaire et juridique ; rédaction de notes de synthèse ; aide à la décision des magistrats appelés à se prononcer sur le renvoi ou la transmission de QPC*
- **Stagiaire à la Cour européenne des droits de l'homme (octobre 2012)**, Unité de la presse  
*Réalisation de la revue de presse de la Cour ; actualisation des fiches de jurisprudence ; conception et réalisation d'une fiche thématique sur les mesures provisoires (première version mise en ligne en janvier 2013)*

## RECHERCHE

---

### Ouvrages

- *Contentieux européen des droits de l'homme : repenser les conditions de recevabilité*, Pedone, 2025 (direction) (à paraître)
- *Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité*, LGDJ, 2021  
Recension : Géraldine ROSOUX, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2022, n° 131, pp. 712 s.

### Articles

- « Les obstacles au renvoi préjudiciel : les spécificités procédurales des Cours constitutionnelles », *Revue du droit public*, 2025 (à paraître)
- « Conseil constitutionnel et Conseil d'État : complices ou concurrents dans leurs rapports avec les normes européennes ? », *Revue française de droit constitutionnel*, 2023, n° 136, pp. 863 s.
- « Convention européenne des droits de l'homme et droit constitutionnel », *Civitas Europa*, 2023, n° 49, pp. 273 s.
- « Plaidoyer pour la motivation des mesures provisoires adoptées par la Cour européenne des droits de l'homme », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2023, n° 134, pp. 343 s.
- « Convention européenne des droits de l'homme et contrôle de la loi », *Europe des Droits & Libertés*, 2022, n° 5, pp. 166 s.
- « Panorama d'une année de contentieux français "invisible" devant la Cour européenne des droits de l'homme », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2022, n° 129, pp. 71 s.  
*En anglais* : "One Year of French Single-Judge Decisions Before the European Court of Human Rights", *Europe of Rights & Liberties*, 2022, n° 6, pp. 238 s.
- « La Cour européenne des droits de l'homme, juge des états d'urgence ? », *Revue du droit public*, 2021, n° spécial, pp. 277 s. (article coécrit avec Marion LARCHÉ, maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- « La nomination des juges nationaux saisie par les juridictions européennes », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, 2021, n° 128, pp. 791 s. (article coécrit avec Mathieu DISANT, professeur des universités à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)
- « Protocole n° 16 à la CEDH et demandes d'avis aux cours suprêmes : saisine sur saisine ne vaut ? », *Recueil Dalloz*, 2018, n° 27, pp. 1502 s.
- « Le Protocole n° 16 à la CEDH, nouveau terrain de rencontre des contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité », *Revue du droit public*, 2018, n° 2, pp. 475 s.
- « Priorité d'examen, droit de la CEDH et droit de l'UE », *Les cahiers de l'Institut Louis Favoreu*, 2016, n° 5, pp. 73 s.
- « La QPC est-elle une voie de recours à épuiser avant de saisir la Cour européenne des droits de l'homme ? », *Revue du droit public*, 2015, n° 1, pp. 111 s.

### Jurisclasseur

- Jurisclasseur Justice administrative, Fascicule 80-20 « Cassation : décisions susceptibles de cassation », actualisé en janvier 2025 (fascicule actualisé avec Régis FROGER, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation)

### Participation à des ouvrages collectifs

- « Article 50 » ; « Article 51 » ; « Article 52 » ; « Article 54 », in Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA, Luc GONIN, Françoise TULKENS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK (dir.), *Commentaire article par article de la Convention européenne des droits de l'Homme*, Mare et Martin, 2025 (à paraître)
- « *Scoppola c. Italie (n° 2)* », in Mustapha AFROUKH, Jean-Pierre MARGUÉNAUD (dir.), *Les beaux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme*, Mare et Martin, 2025 (à paraître)
- « Prolégomènes : pourquoi repenser les conditions de recevabilité ? », in Thibaut LARROUTUROU (dir.), *Contentieux européen des droits de l'homme : repenser les conditions de recevabilité*, Pedone, 2025 (à paraître)
- « Contrôle concret : règne absolu », in Mustapha AFROUKH (dir.), *Dictionnaire des idées reçues sur la Convention européenne des droits de l'homme*, Mare et Martin, 2023, pp. 139 s.
- « Constitutionnalité, conventionnalité et futur de la protection des droits et libertés en France », in Peggy DUCOULOMBIER, Catherine HAGUENAU-MOIZARD (dir.), *La protection des droits et libertés en France et au Royaume-Uni : passé, présent, futur*, Société de législation comparée, 2022, pp. 171 s.
- « Garde à vue » ; « Réclusion à perpétuité » ; « Violences policières », in Carine LAURENT-BOUTOT, Yannick LÉCUYER, Delphine THARAUD (dir.), *Dictionnaire thématique de la Convention européenne des droits de l'homme*, Pedone, 2022, pp. 172 s. ; pp. 341 s. ; pp. 437 s.
- « L'articulation entre la nouvelle procédure consultative et les questions de constitutionnalité au sein des États parties au Protocole n° 16 », in Mustapha AFROUKH, Jean-Pierre MARGUÉNAUD (dir.), *Le Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme*, Pedone, 2020, pp. 95 s.

### Notes

- « QPC, contrôle de conventionnalité et règle d'épuisement des voies de recours internes », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2021, chron. n° 44 (note sous CEDH, décision *Graner c. France*, 5 mai 2020, n° 84536/17)
- « Le Conseil d'État réaffirme la suprématie de la norme constitutionnelle face au droit de l'Union européenne », *Le blog de Jus Politicum*, 11 juin 2021, (note sous CE, Ass., décision *French Data Network et autres*, 21 avril 2021, n° 393099)
- « Coup de projecteur sur les aspects procéduraux du premier avis rendu dans le cadre du Protocole 16 à la Convention européenne des droits de l'homme », *Recueil Dalloz*, 2019, n° 25, pp. 1404 s. (note sous CEDH, GC, *avis consultatif relatif à la reconnaissance en droit interne d'un lien de filiation entre un enfant né d'une gestation pour autrui pratiquée à l'étranger et la mère d'intention*, 10 avril 2019, n° P16-2018-001)
- « Premières décisions de la CEDH relatives aux effets des décisions du Conseil constitutionnel », *Constitutions*, 2018, n° 1, pp. 74 s. (note sous CEDH, décision *Charron et Merle-Montet c. France*, 16 janvier 2018, n° 22612/15 et sous CEDH, comité, décision *Chessa c. France*, 6 février 2018, n° 76186)
- « Le refus de la Cour de cassation de renvoyer une QPC au Conseil constitutionnel n'est pas contraire à la Convention européenne des droits de l'homme », *Recueil Dalloz*, 2015, n° 39, pp. 2305 s. (note sous CEDH, décision *Renard c. France*, 25 août 2015, n° 3569/12 (note coécrite avec Anne-Cécile MÉRIC, cheffe de bureau à la Cour de cassation))

### Chroniques

- Chronique “Évolutions de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme”, *Revue des droits et libertés fondamentaux*
  - 2025, chron. n° 27 (introduction)
  - 2024, chron. n° 77 (introduction – Convention et droit international)
  - 2024, chron. n° 38 (introduction – recevabilité des requêtes – justice)
  - 2023, chron. n° 48 (introduction – indépendance de la justice – protection des données personnelles)
  - 2023, chron. n° 25 (introduction – vulnérabilité et santé)
- Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme, *Journal du droit international “Clunet”*
  - 2024, n° 3, pp. 1063 s. (arrêts *Yüksel Yalçınkaya c. Turquie* et *Grosam c. République tchèque*)
  - 2023, n° 3, pp. 1027 s. (arrêts *Grzęda c. Pologne* et *M.K. et autres c. France*)
  - 2022, n° 3, pp. 1054 s. (arrêts *Gumenyuk et autres c. Ukraine* et *Willems et Gorjon c. Belgique*)

### Organisation de manifestations scientifiques

- Journée d’études « L’usage du renvoi préjudiciel par les Cours constitutionnelles », Paris, 27 septembre 2024 (journée coorganisée avec Léa NAVEL, maître de conférences à l’Université Paris Cité) ([lien vers le programme](#))
- Colloque « Contentieux européen des droits de l’homme : repenser les conditions de recevabilité », Paris, 18-19 avril 2024 ([lien vers le programme](#))

### Participation à des recherches collectives

- Projet Lexis, recherche centrée sur la participation citoyenne dans l’élaboration de la loi, dirigée par Pierre NOREAU et Yan SÉNÉCHAL (Université de Montréal), 2024-...
- Projet « Reverse constitutional transplants », recherche centrée sur la réécriture de la Constitution de la V<sup>ème</sup> République par des experts étrangers (Sri Lanka, Pologne, Mexique et Chili), dirigée par Marie GREN (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), 2023-...
- Projet « Judicial Autonomy under Authoritarian Attack », recherche centrée sur l’indépendance de la justice à travers le monde, dirigée par Silvia VON STEINSDORFF (Humboldt-Universität zu Berlin), 2023-...

### Communications

- « La stratégie des parties devant la Cour européenne des droits de l’homme », colloque “Le droit des libertés en question(s)”, 14 mars 2025, Toulouse
- « Replacer la décision *IVG* : la concurrence nouvelle des juridictions judiciaires et administratives », colloque “Cinquante ans après la décision *IVG* du 15 janvier 1975 : une jurisprudence en questions”, 15 janvier 2025, Paris
- « Les facteurs internes à la Cour européenne des droits de l’homme », colloque “Les régressions jurisprudentielles de la Cour européenne des droits de l’homme : de quoi parle-t-on exactement ?”, 11 octobre 2024, Lyon
- « Les spécificités procédurales », journée d’études “L’usage du renvoi préjudiciel par les Cours constitutionnelles”, 27 septembre 2024, Paris

- « Prolégomènes : pourquoi repenser les conditions de recevabilité ? », colloque “Contentieux européen des droits de l’homme : repenser les conditions de recevabilité”, 18 avril 2024, Paris
- « La Cour européenne des droits de l’homme, une juridiction accessible ? », conférence d’actualité de l’Université Jean Moulin Lyon 3, 12 décembre 2023, Lyon
- « The French system of constitutional justice », séminaire “Reverse constitutionalism”, 13 avril 2023, visio-conférence
- « Le Conseil constitutionnel et le Conseil d’État, complices ou concurrents dans leurs rapports avec les normes européennes ? », journée nationale de l’Association française de droit constitutionnel “Droit constitutionnel / droit administratif”, 18 janvier 2023, Paris
- « Cour européenne des droits de l’homme et états d’urgence », table ronde “Pandémies et états d’exception”, 7 décembre 2021, Caen
- « Constitutionnalité, conventionnalité et futur de la protection des droits et libertés en France », colloque “La protection des droits et libertés en France et au Royaume-Uni : passé, présent, futur”, 19 novembre 2021, Strasbourg
- « Les implications pratiques pour le greffe », webinaire “Les conséquences de l’entrée en vigueur du Protocole 15 à la Convention européenne des droits de l’homme”, 14 septembre 2021, visio-conférence
- « Consultation des archives de la présidence de la république et règle de l’épuisement des voies de recours internes », journée d’études “La France et la CEDH (année 2020)”, 2 juillet 2020, Paris
- « CEDH et droit constitutionnel », 5<sup>ème</sup> rencontre du cycle « La Convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales : un instrument vivant. Célébration du soixante-dixième anniversaire de la CEDH », 12 avril 2021, visio-conférence
- « L’articulation entre la nouvelle procédure consultative et les questions préjudicielles de constitutionnalité au sein des États parties au Protocole n° 16 », séminaire “Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l’homme”, 19 avril 2019, Montpellier
- « La bienveillance de la Cour européenne des droits de l’homme », colloque “La bienveillance en droit public”, 18 octobre 2018, Lyon (intervention commune avec Matthias MALBLANC, docteur en droit public)
- « Priorité d’examen, droit de la CEDH et droit de l’UE », journée d’études “Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité”, 2 février 2015, Aix-en-Provence
- « La QPC est-elle une voie de recours à épuiser avant de saisir la Cour européenne des droits de l’homme ? », IX<sup>ème</sup> congrès de l’Association française de droit constitutionnel, 27 juin 2014, Lyon

## ENSEIGNEMENTS

---

### Séminaires

- **Introduction au droit de l’environnement**  
*Master 2 droit de l’agriculture et des filières agro-alimentaires, École de droit de la Sorbonne (2022-...)*
- **Protection de l’État de droit en Europe**  
*Master 2 droits international, européens et comparé, Faculté de droit de Saint-Étienne (2022-...)*
- **Conduite de projet relatif à la protection des droits humains en Europe**  
*Master 2 droits international, européens et comparé, Faculté de droit de Saint-Étienne (2022-...)*

▪ **Contentieux constitutionnel**

*Master 2 métiers du droit et de la justice, Faculté de droit de Chambéry (2021-2022)*

▪ **Droit constitutionnel**

*Diplôme universitaire « LL.M Droit français et droit européen », École de droit de la Sorbonne (2023-...)*

Cours magistraux

▪ **Droit de la protection de la santé (avec TD)**

*Master 1, École de droit de la Sorbonne (2022-...)*

▪ **Droits et libertés fondamentaux (avec TD)**

- *Licence 3, École de droit de la Sorbonne (2023-...)*

- *Licence 3 droit français et droits étrangers, École de droit de la Sorbonne (2023-...)*

▪ **Introduction au droit européen**

*Licence 2, École de droit de la Sorbonne (2022-2023)*

▪ **Introduction à la science politique**

*Licence 1, Faculté de droit de Grenoble (2021-2022)*

Travaux dirigés

▪ **Droit de la protection de la santé**

*Master 1 droit de la santé, École de droit de la Sorbonne (2022-...)*

▪ **Contentieux constitutionnel**

*Master 1 droit des libertés, Faculté de droit de Grenoble (2021-2022)*

▪ **Droits et libertés fondamentaux**

- *Licence 3, Faculté de droit de Saint-Étienne (responsable d'équipe, 2012-2016)*

- *Licence 3, Faculté de droit de Grenoble (2021-2022)*

▪ **Droit administratif**

- *Licence 2, Faculté de droit de Saint-Étienne (responsable d'équipe, 2012-2017)*

- *Licence 2, Faculté de droit de Grenoble (2021-2022)*

▪ **Droit constitutionnel**

- *Licence 1, Faculté de droit de Saint-Étienne (coresponsable d'équipe, 2016-2017)*

- *Licence 1, École de droit de la Sorbonne (2022-2023)*

▪ **Méthodologie juridique**

*Licence 1, Faculté de droit de Saint-Étienne (2011-2012)*

Formation continue des professionnels

▪ **Les rapports entre les contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité**

- *Formation destinée aux magistrats organisée par l'École nationale de la magistrature (2024)*

▪ **Saisir la Cour européenne des droits de l'homme**

- *Formation destinée aux avocats organisée par la Fondation René Cassin (2020)*

Encadrement d'étudiants

▪ **Encadrement des projets personnels**

*Master 1 droit public, École de droit de la Sorbonne (2022-...)*

## ▪ **Accompagnement d'équipes de concours de plaidoires**

- *Concours européen des droits de l'homme René Cassin (2015, 2016) - équipes de l'Université Jean Monnet Saint-Étienne (demi-finalistes)*
- *Concours Georges Vedel de la meilleure plaidoie QPC (2014) - équipe de l'Université Jean Monnet Saint-Étienne (lauréate)*
- *Concours européen des droits de l'homme Habeas Corpus (2013) - équipe de l'Université Jean Monnet Saint-Étienne (lauréate)*

## **RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES**

---

### *Direction de diplôme*

- Direction du diplôme universitaire « LL.M. droit français et droit européen », Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2023-...)

### *Participation aux instances universitaires*

- Membre du Conseil d'administration du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur / de la Communauté d'Universités et d'Établissements « Université de Lyon » (2013-2015)
- Membre du Comité électoral chargé d'assister le président de l'Université de Lyon statuant sur les réclamations relatives aux listes électorales et sur la validation des candidatures (2015)
- Membre du Comité de perfectionnement de la licence en droit, Université Jean Monnet Saint-Étienne (2014)

### *Contribution à des concours interuniversitaires de plaidoires*

- Secrétaire général, concours européen des droits de l'homme René Cassin, Strasbourg (2019-...)
- Membre du jury, concours d'éloquence Oratore, Saint-Étienne (2024-...)
- Membre du jury, concours de plaidoires Jean Jaurès, Paris (2023-...)
- Membre du jury, concours européen des droits de l'homme René Cassin, Strasbourg (2019-...)
- Membre du jury, concours européen des droits de l'homme EHRMCC, Strasbourg (2018)

### *Participation à des comités de sélection*

- Membre du comité de sélection pour un poste de maître de conférences en droit public à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (2024)

### *Participation à des jurys et commissions de recrutement*

- Membre du jury chargé de sélectionner les étudiants de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne pour une mobilité sortante aux États-Unis et en Australie (2024-...)
- Membre de la commission de recrutement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2023)
- Présidence de jurys de grand oral du CRFPA, IEJ de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2022-...)

## **PRIX ET DISTINCTIONS**

---

### *Prix de thèse*

- Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2021)
- Prix de thèse Joinet (2021) (*ex aequo*, catégorie « Protection interne, européenne et internationale des droits fondamentaux »)
- Prix d'excellence « Doctorat » de la Fondation UJM (2021)

### *Autres prix*

- Second prix de la meilleure contribution au IX<sup>ème</sup> Congrès de l'Association française de droit constitutionnel (2014)
- Lauréat du Concours européen des droits de l'homme René Cassin (2012)
- Prix « + Com » de l'Université Jean Monnet Saint-Étienne (2012)
- Prix du meilleur mémoire du Concours européen des droits de l'homme Habeas Corpus (2010)

## **LANGUES**

---

- Français (langue maternelle)
- Anglais (niveau professionnel)